

Rapport de gestion

11 mai 2018

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017 (données retraitées). Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017 (données retraitées). Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, publié le 11 mai 2018. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*. Par conséquent, les données financières de l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'incidence de ces nouvelles normes.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non définies par les IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP [États-Unis]), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem et Western Media Group)].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 11 mai 2018, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la vente.
- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- Des retards dans la mise en œuvre des systèmes et plateformes de technologies requis pour soutenir les activités commerciales de la Société ou l'incapacité de les mettre en œuvre.

- L'incapacité de la Société d'optimiser sa structure de coûts.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- Le ralentissement du secteur immobilier ou des changements au sein de celui-ci.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement définies par les IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 22 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés cadres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non définie par les IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu, tous présentés dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement des entreprises de notre secteur. Veuillez vous reporter au tableau de la section 1, Activités et produits et services offerts aux clients, pour connaître les composantes des dépenses d'investissement pour les trimestres clos le 31 mars 2018 et le 31 mars 2017.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte plus de 600 professionnels dévoués, offre cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 221 100 PME.

Le secteur Agence de la Société offre des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Mediative exploite un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays et fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettent de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles acquise en mars 2016, facilite l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Avec Totem, Pages Jaunes offre la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier de la Société offre aux propriétaires de maison du Canada des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves de même que des inscriptions immobilières publiées à l'échelle locale. Il répond aux besoins des clients du marché immobilier canadien grâce à ses filiales DuProprio/ComFree (« DPCF ») et Pages Jaunes Immobilier. Par le biais de DPCF, la Société offre aux propriétaires de maison des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse, ce qui positionne Pages Jaunes comme un chef de file du marché immobilier interconsommateurs canadien. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF. Diverses initiatives sont actuellement mises en place pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

Le secteur Autre de Pages Jaunes offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues qui génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

Secteur PJ

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.

- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d’interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu’un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- La Société est l’éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d’un certain nombre d’autres entreprises de téléphonie titulaires.

Secteur Immobilier

- DuProprio/ComFree – le site immobilier numérique dominant au Québec à l’heure actuelle et l’un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d’achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.

Secteur Autre

- 411.ca – service d’annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l’amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l’efficience des dépenses d’investissement. L’amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 31 mars 2018 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a augmenté pour se chiffrer à 47,9 M\$, ou 30 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 41,5 M\$, ou 23 % des produits, pour la période correspondante de l’exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d’investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d’investissement a augmenté pour se chiffrer à 42,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 26,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 9 % d’un exercice à l’autre pour se chiffrer à 122,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, ce qui représente 77 % des produits consolidés.
- Nombre de clients et produits moyens par client du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s’établir à 221 100 clients pour la période de douze mois close le 31 mars 2018, comparativement à 239 500 clients pour la période correspondante de l’exercice précédent, ce qui représente un recul de 18 400 clients pour la période de douze mois close le 31 mars 2018, comparativement à un recul de 4 500 clients pour la période correspondante de l’exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour la période de douze mois close le 31 mars 2018 se sont chiffrés à 2 447 \$ comparativement à 2 621 \$ pour la période de douze mois close le 31 mars 2017, ce qui représente une diminution de 6,7 %.

Dépenses d’investissement

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
		(données retraitées)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Acquisitions d’immobilisations incorporelles	5 858 \$	9 577 \$
Acquisitions d’immobilisations corporelles	100	5 281
Moins : avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	(563)	–
Dépenses d’investissement	5 395 \$	14 858 \$

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2018 par rapport à la période correspondante de 2017 (données retraitées). Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies aux pages 5 et 6 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2018	2017 (données retraitées)
Produits	159 314 \$	180 208 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	47 933 \$	41 534 \$
Marge sur BAIIA ajusté	30,1 %	23,0 %
Perte nette	(919) \$	(5 087) \$
Bénéfice de base par action	(0,03) \$	(0,19) \$
Dépenses d'investissement	5 395 \$	14 858 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	42 538 \$	26 676 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	31 411 \$	15 980 \$

Produits

(en millions de dollars canadiens)

2018		159 314 \$
2017		180 208 \$

BAIIA ajusté

(en millions de dollars canadiens)

2018		47 933 \$
2017		41 534 \$

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en millions de dollars canadiens)

2018		42 538 \$
2017		26 676 \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

2018		31 411 \$
2017		15 980 \$

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2018	% des produits	2017 (données retraitées)	% des produits
Produits	159 314 \$		180 208 \$	
Coût des produits vendus	68 609	43,1 %	85 702	47,6 %
Marge brute	90 705	56,9 %	94 506	52,4 %
Autres coûts d'exploitation	42 772	26,8 %	52 972	29,4 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	47 933	30,1 %	41 534	23,0 %
Amortissements	20 884	13,1 %	27 583	15,3 %
Frais de restructuration et autres charges	11 198	7,0 %	7 286	4,0 %
Bénéfice d'exploitation	15 851	9,9 %	6 665	3,7 %
Charges financières, montant net	14 162	8,9 %	12 425	6,9 %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	1 689	1,1 %	(5 760)	(3,2) %
Charge d'impôt sur le résultat	2 608	1,6 %	(1 032)	(0,6) %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	– %	359	0,2 %
Perte nette	(919) \$	(0,6) %	(5 087) \$	(2,8) %
Perte de base par action	(0,03) \$		(0,19) \$	
Perte diluée par action	(0,03) \$		(0,19) \$	
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	42 538 \$		26 676 \$	

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées)
Total de l'actif	580 994 \$	604 375 \$
Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)	309 143 \$	308 898 \$
Déventures échangeables	94 575 \$	94 067 \$
Ratio du total des billets garantis de premier rang et des déventures échangeables par rapport au total de l'actif	69,5 %	66,7 %

Information sectorielle

La Société gère ses activités, évalue le rendement et affecte les ressources selon quatre secteurs à présenter : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux PME du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence offre des services de publicité nationale aux marques et aux éditeurs, principalement par l'intermédiaire de sa division Mediative et de ses filiales JUICE et Totem. Mediative offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise pour vendre leur maison ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce à ses filiales DPCF et Pages Jaunes Immobilier.

Le secteur Autre offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues sur le style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation
		(données retraitées)	en %
Pour les trimestres clos les 31 mars			
PJ	125 434 \$	143 756 \$	(12,7) %
Médias imprimés	32 974	40 339	(18,3) %
Médias numériques	92 460	103 417	(10,6) %
Agence	13 685	14 526	(5,8) %
Médias imprimés	1 112	909	22,4 %
Médias numériques	12 573	13 617	(7,7) %
Immobilier	16 689	17 359	(3,9) %
Médias imprimés	2 395	3 767	(36,4) %
Médias numériques	14 294	13 592	5,2 %
Autre	4 312	5 360	(19,5) %
Médias imprimés	494	684	(27,7) %
Médias numériques	3 818	4 676	(18,4) %
Éliminations intersectorielles	(806)	(793)	(1,6) %
Médias imprimés	(12)	(14)	14,3 %
Médias numériques	(794)	(779)	(1,9) %
Total des produits	159 314	180 208	(11,6) %
Médias imprimés	36 963	45 685	(19,1) %
Médias numériques	122 351 \$	134 523 \$	(9,0) %

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, le total des produits s'est chiffré à 159,3 M\$, soit une diminution de 11,6 % par rapport au total des produits de 180,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs, sauf dans le secteur Immobilier, qui a enregistré une hausse de 5,2 % au premier trimestre de 2018, ainsi qu'à la baisse de 19 % des produits tirés des médias imprimés.

Au premier trimestre de 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 9,0 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 122,4 M\$, ou 77 % des produits, contre 134,5 M\$, ou 75 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la diminution du nombre de clients des médias numériques et des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle à la fois de la baisse des acquisitions, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la croissance rentable, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme ces dernières années. Les produits du premier trimestre de 2018 ont aussi subi l'incidence de l'arrêt de certaines activités de notre secteur Agence aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité.

Au cours du premier trimestre de 2018, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 19,1 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 36,9 M\$, comparativement à une diminution de 24,0 % et des produits tirés des médias imprimés de 45,7 M\$ au premier trimestre de 2017. Cette diminution est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client. Le ralentissement du taux de recul des produits tirés des médias imprimés au premier trimestre de 2018 par rapport au premier trimestre de 2017 est attribuable à une amélioration du taux de recul des dépenses des clients et du nombre de clients.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 125,4 M\$, comparativement à 143,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 18,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est principalement due au recul de nos médias numériques de PJ et médias numériques à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, qui ont aussi diminué d'un exercice à l'autre, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au premier trimestre de 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 10,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 92,5 M\$, contre 103,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques et des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle de la baisse des acquisitions, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la croissance rentable, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients ces dernières années.

Au cours du premier trimestre de 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 18,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 33,0 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client. Toutefois, au premier trimestre de 2018, nous avons observé un ralentissement du taux de recul des produits d'un exercice à l'autre, qui s'explique par un accroissement des taux de recul des dépenses par client et du nombre de clients.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les produits tirés du secteur Agence ont diminué pour s'établir à 13,7 M\$, comparativement à 14,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Agence au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité. Compte non tenu de cette incidence, le secteur Agence a enregistré une croissance de 9 % d'un exercice à l'autre.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les produits tirés du secteur Immobilier ont totalisé 16,7 M\$, comparativement à 17,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés au sein de Pages Jaunes Immobilier, qui a été contrebalancée en partie par une croissance de 6 % d'un exercice à l'autre au sein de DPCF.

Autre

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 4,3 M\$, comparativement à 5,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est essentiellement attribuable à la diminution du nombre d'annonceurs découlant d'une baisse de l'acquisition de nouveaux clients à 411.ca.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	% des	2017	% des	Variation
Pour les trimestres clos les 31 mars		produits	(données retraitées)	produits	en %
PJ	78 037 \$	62,2 %	83 124 \$	57,8 %	(6,1) %
Agence	2 394	17,5 %	577	4,0 %	314,9 %
Immobilier	8 253	49,5 %	8 652	49,8 %	(4,6) %
Autre	2 033	47,1 %	2 227	41,5 %	(8,7) %
Éliminations intersectorielles	(12)	1,5 %	(74)	9,3 %	(83,8) %
Total de la marge brute	90 705 \$	56,9 %	94 506 \$	52,4 %	(4,0) %

La marge brute a diminué pour s'établir à 90,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 94,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des produits tirés du secteur PJ, le secteur le plus rentable de la Société. La marge brute en pourcentage du total des produits a augmenté pour se chiffrer à 56,9 % pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 52,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, puisque l'incidence de la diminution des produits a été plus que contrebalancée par les mesures de réduction des coûts mises en œuvre par la Société, ainsi que par ses efforts axés sur la rentabilité des produits et services.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la marge brute du secteur PJ a totalisé 78,0 M\$, ou 62,2 % des produits, comparativement à 83,1 M\$, ou 57,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute découle de la baisse globale des produits. Notre marge brute en pourcentage des produits a augmenté, puisque l'incidence de la diminution des produits a été plus que contrebalancée par les mesures de réduction des coûts mises en œuvre par la Société, ainsi que par ses efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures incluaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle, et davantage d'efforts mis sur les ventes rentables.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 2,4 M\$, ou 17,5 % des produits, comparativement à 0,6 M\$, ou 4,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute du secteur Agence pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique par l'arrêt de certaines activités du secteur Agence aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, ainsi que par des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 8,3 M\$, ou 49,5 % des produits, comparativement à 8,7 M\$, ou 49,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est essentiellement attribuable aux pressions exercées sur les produits et à la baisse des marges au sein de Pages Jaunes Immobilier, facteurs contrebalancés en partie par la croissance de DPCF.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la marge brute du secteur Autre s'est élevée à 2,0 M\$, ou 47,1 % des produits, comparativement à 2,2 M\$, ou 41,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique par la baisse des produits, contrebalancée en partie par une amélioration de la marge brute en pourcentage des produits découlant de la réduction des coûts et d'une composition de produits favorable.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation
		(données retraitées)	en %
Pour les trimestres clos les 31 mars			
PJ	31 075 \$	40 310 \$	(22,9) %
Agence	2 863	4 314	(33,6) %
Immobilier	7 138	6 553	8,9 %
Autre	1 707	1 867	(8,6) %
Éliminations intersectorielles	(11)	(72)	84,9 %
Total des autres coûts d'exploitation	42 772 \$	52 972 \$	(19,3) %

Les autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, ont diminué de 19,3 % pour s'établir à 42,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 53,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des autres coûts d'exploitation au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 31,1 M\$, comparativement à 40,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de coûts, des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur Agence ont diminué pour se chiffrer à 2,9 M\$, comparativement à 4,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2018 dans le secteur Agence est essentiellement attribuable à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés et à l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont augmenté pour se chiffrer à 7,1 M\$, comparativement à 6,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2018 dans le secteur Immobilier s'explique par une hausse des investissements dans le marketing au sein de DPCF.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre ont diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des réductions de coûts.

BAlIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	% des	2017	% des	Variation
Pour les trimestres clos les 31 mars		produits	(données retraitées)	produits	en %
PJ	46 961 \$	37,4 %	42 814 \$	29,8 %	9,7 %
Agence	(468)	(3,4) %	(3 738)	(25,7) %	87,5 %
Immobilier	1 115	6,7 %	2 099	12,1 %	(46,9) %
Autre	325	7,6 %	359	6,7 %	(9,1) %
Total du BAlIA ajusté	47 933 \$	30,1 %	41 534 \$	23,0 %	15,4 %

Le BAlIA ajusté a augmenté de 6,4 M\$ pour s'établir à 47,9 M\$ au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 41,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAlIA ajusté de la Société pour le premier trimestre de 2018 s'est établie à 30,1 %, comparativement à 23,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

BAlIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté du secteur PJ a totalisé 47,0 M\$, comparativement à 42,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAlIA ajusté du secteur PJ pour le premier trimestre de 2018 s'est établie à 37,4 %, comparativement à 29,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré la baisse globale des produits et les pressions exercées sur les marges, notre BAlIA ajusté et marge sur BAlIA ajusté ont augmenté en raison d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à (0,5) M\$, ou (3,4) % des produits, comparativement à (3,7) M\$, ou (25,7) % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté du secteur Agence au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 découle de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité et des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés. Le BAlIA ajusté a diminué davantage pour le trimestre clos le 31 mars 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 1,1 M\$, ou 6,7 % des produits, comparativement à 2,1 M\$, ou 12,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est principalement imputable à la hausse des investissements dans le marketing au sein de DPCF et des pressions exercées sur les produits au sein de Pages Jaunes Immobilier.

Autre

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté du secteur Autre est demeuré relativement stable, pour se chiffrer à 0,3 M\$, les pressions exercées sur les produits ayant été contrebalancées par les réductions de coûts.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation
		(données retraitées)	en %
Pour les trimestres clos les 31 mars			
<i>PJ</i>	42 069 \$	29 165 \$	44,2 %
BAlIA ajusté	46 961	42 814	9,7 %
Dépenses d'investissement	4 892	13 649	(64,2) %
<i>Agence</i>	(594)	(4 591)	87,1 %
BAlIA ajusté	(468)	(3 738)	87,5 %
Dépenses d'investissement	126	853	(85,3) %
<i>Immobilier</i>	953	1 978	(51,8) %
BAlIA ajusté	1 115	2 099	(46,9) %
Dépenses d'investissement	162	121	34,1 %
<i>Autre</i>	110	124	(10,7) %
BAlIA ajusté	325	359	(9,1) %
Dépenses d'investissement	215	235	(8,3) %
<i>Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement</i>	42 538	26 676	59,5 %
BAlIA ajusté	47 933	41 534	15,4 %
Dépenses d'investissement	5 395 \$	14 858 \$	(63,7) %

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 15,9 M\$ pour s'établir à 42,5 M\$ au cours du premier trimestre de 2018, comparativement à 26,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique surtout par la hausse du BAlIA ajusté et la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et au matériel de bureau et informatique, ainsi qu'aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter***PJ***

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 42,1 M\$, comparativement à 29,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique surtout par la hausse du BAlIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence correspondait à une perte de 0,6 M\$, comparativement à une perte de 4,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des dépenses d'investissement liées au développement de logiciels au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a aussi contribué à la hausse du BAlIA ajusté au cours du premier trimestre de 2018 par rapport au premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 1,0 M\$, comparativement à 2,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2018 est principalement imputable à la baisse du BAlIA ajusté. Les dépenses d'investissement sont demeurées stables d'un exercice à l'autre.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et il s'est chiffré à 0,1 M\$.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour s'établir à 20,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 27,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et de la baisse des dépenses de développement liées aux TI.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017
		(données retraitées)
Pour les trimestres clos les 31 mars		
Indemnités, avantages et remplacement externe	19 549 \$	5 850 \$
Règlement d'un litige	(10 558)	–
Perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	2 134	1 289
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économie sur coûts des services passés), montant net	73	–
Autres frais	–	147
Total des frais de restructuration et autres charges	11 198 \$	7 286 \$

Au cours du premier trimestre de 2018, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 11,2 M\$, en partie liés aux réductions de la main-d'œuvre de 19,5 M\$ et à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7,3 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre (5,9 M\$), de même qu'à des fermetures de bureaux (1,3 M\$).

Charges financières

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, les charges financières ont augmenté pour se chiffrer à 14,2 M\$, comparativement à 12,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315 M\$ le 19 octobre 2017, qui portent intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents, et par les intérêts sur les obligations plus élevées liées à des contrats de location en raison des nouveaux contrats conclus au cours de 2017. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location, s'établissait à 9,5 % au 31 mars 2018 (2017 – 8,9 %).

Charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi sont demeurés stables et ils se sont établis à 26,9 % pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017. La Société a comptabilisé une charge de 2,6 M\$ pour le premier trimestre de 2018, par rapport à une économie de 1,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi aux premiers trimestres de 2018 et de 2017 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt ainsi que par une augmentation de la réduction de valeur et la non comptabilisation de certains attributs fiscaux et différences temporaires déductibles en raison des pertes continues enregistrées par certaines filiales.

Perte nette

Nous avons comptabilisé une perte nette de 0,9 M\$ au premier trimestre de 2018, comparativement à une perte nette de 5,1 M\$ pour le premier trimestre de 2017. L'amélioration de 4,2 M\$ de la rentabilité au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 s'explique principalement par une hausse du BAIIA ajusté et par une baisse de la dotation aux amortissements, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des frais de restructuration et autres charges et de la charge d'impôt sur le résultat.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2018	2017 (données retraitées)			
	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	159 314 \$	178 548 \$	175 695 \$	193 515 \$	180 208 \$
Coûts d'exploitation	111 381	132 859	129 751	143 573	138 674
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	47 933	45 689	45 944	49 942	41 534
Marge sur BAIIA ajusté	30,1 %	25,6 %	26,1 %	25,8 %	23,0 %
Amortissements	20 884	26 205	29 914	29 262	27 583
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	507 032	–	–	–
Frais de restructuration et autres charges	11 198	17 552	6 784	2 778	7 286
Bénéfice (perte) d'exploitation	15 851	(505 100)	9 246	17 902	6 665
Charges financières, montant net	14 162	16 221	12 492	12 808	12 425
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	–	–	3 720	–	–
Charge d'impôt sur le résultat	2 608	62 238	(892)	2 344	(1 032)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	267	1 116	362	359
(Perte nette) bénéfice net	(919)	(583 826)	(7 191)	2 389	(5 087)
(Perte) bénéfice de base par action	(0,03) \$	(22,12) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(0,03) \$	(22,12) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$

Les tendances séquentielles au chapitre des produits trimestriels sont influencées par les calendriers de distribution des publications imprimées du secteur PJ, pour lequel le deuxième trimestre est le plus solide, et par le caractère saisonnier du secteur Agence, pour lequel le quatrième trimestre est le plus solide. Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients et au recul des produits moyens par client.

Les coûts d'exploitation d'un trimestre à l'autre ont, sauf en ce qui concerne le premier trimestre de 2018, suivi les produits, les réductions de la main-d'œuvre et autres initiatives d'économie de coûts ayant été contrebalancées par les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les résultats du premier trimestre de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents. Les coûts d'exploitation ont diminué au premier trimestre de 2018 à la suite de réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes, des réductions des espaces de bureaux de la Société, l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société, de même que l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services. La marge sur BAIIA ajusté est demeurée relativement stable, sauf en ce qui concerne le premier trimestre de 2018, les réductions de la main-d'œuvre et autres initiatives d'économie de coûts ayant été contrebalancées par les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les résultats du premier trimestre de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents. La marge sur BAIIA ajusté s'est améliorée au premier

trimestre de 2018, les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services ayant plus que contrebalancé l'incidence de la baisse des produits.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels, et les résultats du premier trimestre de 2018 ont aussi subi l'incidence de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du premier trimestre de 2018 ont bénéficié de l'incidence du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur.

Les charges financières ont augmenté à compter du quatrième trimestre de 2017, en partie en raison de l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % le 19 octobre 2017 et du remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017. Les résultats du quatrième trimestre de 2017 ont aussi subi l'incidence d'une augmentation des intérêts découlant du chevauchement des deux séries de billets garantis de premier rang pendant un certain temps.

Notre perte nette au quatrième trimestre de 2017 s'explique par une perte de valeur de 507 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles et au goodwill, et par l'incidence de la résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt de 75 M\$. Notre perte nette au troisième trimestre de 2017 découle de la charge pour perte de valeur comptabilisée relativement à certains placements disponibles à la vente et de la radiation de notre participation dans une entité contrôlée conjointement à la suite de l'arrêt de ses activités.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées)	Au 1 ^{er} janvier 2017 (données retraitées)
Trésorerie	70 793 \$	46 405 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 %	309 143 \$	308 898 \$	309 669 \$
Débitures échangeables	94 575	94 067	92 174
Obligations liées à des contrats de location	85 682	86 179	61 652
Total de la dette	489 400 \$	489 144 \$	463 495 \$
(Insuffisance) capitaux propres	(205 719)	(197 031)	395 057
Capitalisation totale	283 681 \$	292 113 \$	858 552 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur la capitalisation totale	147,6 %	151,6 %	52,0 %

Au 31 mars 2018, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie, totalisait 418,6 M\$, comparativement à 442,7 M\$ au 31 décembre 2017.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 2,2 fois au 31 mars 2018, comparativement à 2,4 fois au 31 décembre 2017. L'augmentation est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté.

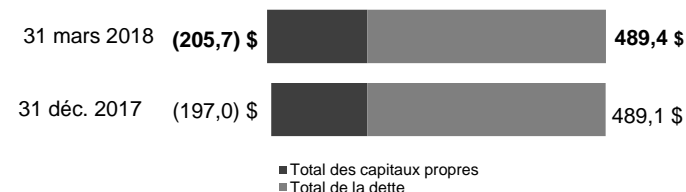
BAIIA

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 4 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022, en plus de réduire certains taux et frais. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 mars 2018, la Société avait des lettres de crédit de 6,3 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 43,7 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 mars 2018. Au 31 mars 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315 M\$ (les « nouveaux billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des nouveaux billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les nouveaux billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 à un taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} mai 2018.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les nouveaux billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les nouveaux billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, le remboursement des nouveaux billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société. La Société fera un paiement de 30,5 M\$ le 31 mai 2018 comprenant des flux de trésorerie excédentaires de 30,25 M\$ et des intérêts courus et impayés de 0,25 M\$.

Rachat optionnel

À tout moment avant le 1^{er} novembre 2018, la Société peut, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 103 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les nouveaux billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des nouveaux billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les nouveaux billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les nouveaux billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des nouveaux billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

Certaines clauses restrictives

L'acte de fiducie régissant les nouveaux billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Au 31 mars 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Billets garantis de premier rang à 9,25 %

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang étaient payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année. La Société a utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter, le 18 novembre 2017, tous ses billets garantis de premier rang échéant le 30 novembre 2018, y compris les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, mais à l'exclusion de cette date. Le prix de rachat total était de 1 020,2986 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang, ce qui comprend des intérêts de 20,2986 \$.

Débtures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débtures échangeables subordonnées de premier rang (les « débtures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017, la valeur nominale des débtures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 mars 2018, la valeur des débtures échangeables, moins la désactualisation non comptabilisée, était de 94,6 M\$, comparativement à 94,1 M\$ au 31 décembre 2017.

Les intérêts sur les débtures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débtures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débtures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débtures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 mars 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débtures échangeables.

Option d'échange

Les débtures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débtures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective stable
BB (faible)/notation des billets garantis de premier rang	B+/notation des billets garantis de premier rang
B (faible)/notation des débetures échangeables	CCC/notation des débetures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long termes pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 10 mai 2018, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 69,1 M\$ et un montant de 44,7 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Le 7 novembre 2017, une modification au régime d'options sur actions a été mise en application afin d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932, soit une augmentation de 1 516 320 actions ordinaires. Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 10 mai 2018	Au 31 mars 2018	Au 31 décembre 2017
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 306
Débetures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 486
Options sur actions en circulation ²	1 534 992	1 534 992	1 024 550

¹ Au 10 mai 2018, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 1 534 992 et de 1 534 992 au 10 mai 2018 et au 31 mars 2018, respectivement, comprend 66 625 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 024 550 au 31 décembre 2017 comprend 281 325 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2018	2017 (données retraitées)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	34 610 \$	25 458 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(3 199)	(9 478)
	31 411 \$	15 980 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5 858) \$	(9 577) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(100)	(5 281)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	563	–
Achat de placements disponibles à la vente	–	(100)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	–	(330)
	(5 395) \$	(15 288) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme	–	–
Païement au titre d'une obligation liée à un contrat de location	(1 628)	(2 234)
	(1 628) \$	(2 234) \$
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	24 388 \$	(1 542) \$
TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	46 405	17 260
TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE	70 793 \$	15 718 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 15,4 M\$, pour s'établir à 31,4 M\$, comparativement à 16,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017, en raison de l'augmentation de 6,4 M\$ du BAIIA ajusté, de la baisse de 6,6 M\$ des intérêts versés et de la variation de 6,3 M\$ des actifs et passifs d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par une hausse de 3,8 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges. La réduction des intérêts versés s'explique par le fait que le premier paiement d'intérêts semestriel de la Société sur ses billets garantis de premier rang à 10 % n'a pas eu lieu avant le 1^{er} mai 2018.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 9,9 M\$, passant de 15,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017 à 5,4 M\$ pour la période correspondante de 2018, ce qui s'explique surtout par la baisse des investissements relatifs au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 0,6 M\$, passant de 2,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017 à 1,6 M\$ pour la période correspondante de 2018, en raison des loyers gratuits pour certains bureaux.

Instrument financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, les billets garantis de premier rang et les débetures échangeables.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 mars 2018. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, Risques et incertitudes, pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Normes comptables

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés, mais elle pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

Modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

En juin 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Les normes suivantes ont été adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018 et elles ont une incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. En vertu d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de douze mois. De la même manière, les frais de publication et les commissions seront différés et comptabilisés lorsque les produits tirés des médias imprimés connexes seront comptabilisés. Auparavant, les frais de publication et les commissions différés étaient différés et amortis sur la

durée de vie économique de l'annuaire et des produits et services numériques. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur la comptabilisation des produits pour nos produits numériques, qui continueront d'être comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, continuent d'être comptabilisés lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée. Aux fins de l'application de la mesure de simplification en vertu d'IFRS 15, la Société comptabilise à titre de charges les commissions versées aux conseillers médias pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an. Toutefois, les coûts engagés pour obtenir des contrats liés aux commissions versées aux conseillers médias lorsqu'ils concluent de nouveaux contrats de ventes sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15 selon l'approche rétrospective intégrale.

Le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 15 a eu une incidence est présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 16, Contrats de location

Le 1^{er} janvier 2018, Pages Jaunes Limitée a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Auparavant, la Société classait les contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement après avoir déterminé si le contrat de location se traduit par le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent à la Société et classait les paiements au titre des contrats de location simple à titre de coûts d'exploitation. En vertu d'IFRS 16, le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et amorti par la suite. L'évaluation initiale des coûts est déterminée par le montant initial de l'obligation locative évalué, déduction faite de tout avantage incitatif relatif à un bail à recevoir et de tout paiement de loyers versé à la date de début de la période de location ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements au titre de la location qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. L'obligation locative est évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est ajustée par la suite pour tenir compte des intérêts et des paiements au titre de la location. Les contrats de location déficitaires auparavant comptabilisés dans les provisions réduisent maintenant les actifs au titre du droit d'utilisation. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 16 selon l'approche rétrospective intégrale.

Au moment de la transition à IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification pour maintenir l'évaluation effectuée quant à savoir quelles transactions sont des contrats de location. Elle a appliqué IFRS 16 seulement aux contrats antérieurement identifiés comme des contrats de location. Les contrats qui n'étaient pas identifiés comme des contrats de location en vertu des normes précédentes n'ont pas été réévalués pour déterminer s'ils étaient des contrats de location. Par conséquent, la définition d'un contrat de location en vertu d'IFRS 16 a été appliquée seulement aux contrats conclus ou modifiés à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 16 a eu une incidence est présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*. IFRS 9 remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture générale. L'adoption d'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les méthodes comptables de la Société liées aux passifs financiers. L'incidence d'IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des actifs financiers est présentée ci-dessous. La Société a appliqué l'exemption permettant de ne pas retraiter l'information comparative pour les périodes précédentes en ce qui a trait aux exigences relatives au classement et à l'évaluation (y compris la dépréciation). Les écarts au titre des valeurs comptables des actifs financiers et des passifs financiers découlant de l'adoption d'IFRS 9 sont comptabilisés dans les bénéfices non distribués au 1^{er} janvier 2018. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 ne tient pas compte des exigences d'IFRS 9, mais plutôt de celles d'IAS 39.

Le classement et l'évaluation des actifs financiers sont déterminés en fonction du modèle d'affaires de la Société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers sous forme de capitaux propres sont par la suite évalués à la juste valeur par le biais du

résultat net à moins que la Société n'ait fait le choix irrévocable de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur des actifs financiers sous forme de capitaux propres désignés comme tel ne doivent pas être virés ultérieurement au résultat net au moment de leur cession. Au moment de la transition à IFRS 9, la Société a fait le choix irrévocable de présenter les profits et les pertes liés à la juste valeur des placements en titres de capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues plutôt que le modèle des pertes de crédit subies d'IAS 39. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Par conséquent, un événement lié au crédit n'a plus à survenir avant la comptabilisation des pertes de crédit.

Dans le cas des créances clients et des actifs sur contrat, la Société a appliqué l'approche simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie et les autres débiteurs soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées n'étaient pas significatives.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considèrera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

Dans le cas des actifs entrant dans le champ d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9, il est normalement attendu que les pertes de crédit attendues augmenteront. Le montant de la correction de valeur pour dépréciation et les catégories d'évaluation sur lesquelles l'application d'IFRS 9 a eu une incidence pour les périodes précédentes sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La norme suivante a été publiée, mais n'est pas entrée en vigueur.

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes évalue actuellement l'incidence qu'aura cette interprétation sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2018 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 mars 2018.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 mars 2018.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2018 et clos le 31 mars 2018, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.